

Attention : rentrée sociale minée

RÉFORMES - JURIDIQUE



Communiqué UNSA du 5 Septembre 2022 : À cette rentrée, les questions de pouvoir d'achat, de reconnaissance et revalorisation du travail ainsi que celles qui touchent aux conditions de travail restent très présentes. Elles s'additionnent à la crise de l'envolée des prix, aux inquiétudes liées au changement climatique et à l'incertitude de la situation énergétique et économique.

Bagnolet, le 5 septembre 2022

Attention : rentrée sociale minée

À cette rentrée, les questions de pouvoir d'achat, de reconnaissance et revalorisation du travail ainsi que celles qui touchent aux conditions de travail restent très présentes. Elles s'additionnent à la crise de l'envolée des prix, aux inquiétudes liées au changement climatique et à l'incertitude de la situation énergétique et économique.

Pour l'UNSA, au-delà des mesures d'urgence de soutien face à l'inflation, un plus juste partage des richesses produites par celles et ceux qui travaillent s'impose. Le patronat comme les employeurs publics doivent répondre à nos exigences salariales par des négociations dans les prochaines semaines, dans les branches et les entreprises ou, pour la Fonction publique via une nouvelle conférence salariale.

Sur ces sujets, l'UNSA privilégiera d'abord, les actions sectorielles et unitaires mais ne s'interdira pas des actions de plus grande ampleur dans les mois qui viennent.

Le dérèglement climatique déjà douloureux pour nos vies quotidiennes, se cumule aux risques de coupure d'énergie. Si chacun doit prendre sa part, l'UNSA rappelle que la responsabilité la plus importante incombe aux détenteurs des plus grandes entreprises, des plus hauts revenus et des plus grandes fortunes. Pour l'UNSA, il faut changer de braquet et aller vers une fiscalité plus progressive et une taxation des surprofits.

La situation est suffisamment tendue et les inquiétudes suffisamment grandes pour ne pas ajouter un détonateur à une rentrée sociale déjà minée.

C'est pourquoi, l'UNSA appelle solennellement le Président de la République et l'exécutif à abandonner leur projet de report de l'âge de retraite. Cette mesure punitive pour les salariés et agents n'est de surcroît pas utile économiquement.

L'UNSA agira pour faire vivre l'intersyndicale interprofessionnelle. Il est essentiel de conserver un lieu d'échange commun. Il sera précieux si le Président et son gouvernement choisissent la voie de l'affrontement.

Laurent Escure, Secrétaire général de l'UNSA